

MAZARS & SEFCO

MILLET INNOVATION

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2014

MILLET INNOVATION

Société anonyme au capital de 952 890€

Siège social : ZA Champgrand - 26 270 LORIOLE SUR DROME

RCS : ROMANS 418 397 055

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2014

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, je vous présente mon rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société MILLET INNOVATION, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il m'appartient, sur la base de mon audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, je vous informe que les appréciations auxquelles j'ai procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment en ce qui concerne l'évaluation et la comptabilisation des actifs incorporels, en particulier ceux relatifs aux frais de recherche et développement, exposés dans la note 3.1.1 de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de ma démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de mon opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

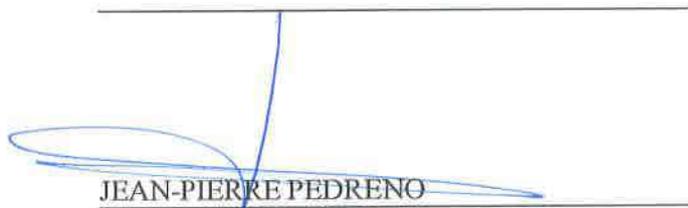
J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, je me suis assuré que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiqués dans le rapport de gestion.

Fait à Valence, le 30 avril 2015.

Le commissaire aux comptes



JEAN-PIERRE PEDRENO

BILAN - ACTIF

Bilan Actif

MILLET INNOVATION SA

RUBRIQUES	31/12/2014		31/12/2013	
	Brut	Amort.	Net (N)	Net (N-1)
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	638 222	143 635	494 587	284 842
Frais de développement	3 596 250	2 563 940	1 032 309	1 024 312
Concession, brevets et droits similaires	2 271 560	1 262 688	1 008 872	1 011 846
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 054 540		1 054 540	1 054 540
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	7 560 572	3 970 264	3 590 309	3 375 541
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	672 102	94 680	577 422	616 650
Installations techniques, matériel et outillage industriel	1 289 579	1 184 875	104 704	122 550
Autres immobilisations corporelles	529 018	408 353	120 665	158 930
Immobilisations en cours	270 000		270 000	
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	2 760 700	1 687 909	1 072 791	898 130
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	121 139		121 139	121 136
Créances rattachées à des participations	123 068		123 068	799 447
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	46 713		46 713	106 664
TOTAL immobilisations financières :	290 920		290 920	1 027 246
ACTIF IMMOBILISÉ	10 612 192	5 658 172	4 954 019	5 300 918
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement	1 249 280	127 187	1 122 093	1 092 341
Stocks d'en-cours de production de biens	810 690		810 690	850 973
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis	2 965 366	106 753	2 858 613	2 239 054
Stocks de marchandises	139 336	511	138 825	25 574
TOTAL stocks et en-cours :	5 164 672	234 450	4 930 222	4 207 942
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes	24 794		24 794	64 564
Créances clients et comptes rattachés	2 508 414	61 156	2 447 258	2 591 009
Autres créances	496 635		496 635	486 156
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	3 029 843	61 156	2 968 687	3 141 729
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	3 653 038		3 653 038	2 603 038
Disponibilités	1 482 268		1 482 268	907 431
Charges constatées d'avance	72 452		72 452	208 817
TOTAL disponibilités et divers :	5 207 758		5 207 758	3 719 286
ACTIF CIRCULANT	13 402 273	295 606	13 106 667	11 068 956
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif	602		602	886
TOTAL GÉNÉRAL	24 015 066	5 953 778	18 061 288	16 370 759

BILAN – PASSIF

Bilan Passif

MILLET INNOVATION SA

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2014	Net (N-1) 31/12/2013
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé	952 890	952 890
Prime d'émission, de fusion, d'apport	3 784 996	3 784 996
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale	118 360	118 360
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	62 606	62 606
Autres réserves		
Report à nouveau	3 056 431	2 181 025
Acompte sur dividende versé		
Résultat de l'exercice	2 501 253	2 379 857
TOTAL situation nette :	10 476 537	9 479 735
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	30 074	32 115
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	8 562	4 492
CAPITAUX PROPRES	10 515 173	9 516 342
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	400 995	400 886
Provisions pour charges	164 661	103 582
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	565 657	504 468
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 082 025	2 784 838
Emprunts et dettes financières divers		
TOTAL dettes financières :	3 082 025	2 784 838
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS	174	
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 822 452	1 589 646
Dettes fiscales et sociales	1 398 364	1 284 660
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	438 175	443 979
Autres dettes	239 240	246 733
TOTAL dettes diverses :	3 898 231	3 565 018
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		
DETTES	6 980 430	6 349 857
Ecart de conversion passif	29	92
TOTAL GÉNÉRAL	18 061 288	16 370 759

Compte de Résultat

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2014	Net (N-1) 31/12/2013	Evolution N/N-1
Ventes de marchandises	90 999	102 075	-10,9%
Production vendue de biens	20 073 517	18 610 852	7,9%
Production vendue de services	86 187	123 541	-30,2%
Chiffres d'affaires nets	20 250 704	18 836 468	7,5%
Production stockée	577 054	139 094	314,9%
Production immobilisée	250 798	242 674	3,3%
Subventions d'exploitation	-1 400	19 678	-107,1%
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	220 331	288 034	-23,5%
Autres produits	5 038	92 224	-94,5%
PRODUITS D'EXPLOITATION	21 302 524	19 618 171	8,6%
CHARGES EXTERNES			
Achats de marchandises (et droits de douane)	158 366	51 090	210,0%
Variation de stock de marchandises	-112 357	255	ns
Achats de matières premières et autres approvisionnement	2 386 819	2 127 725	12,2%
Variation de stock (matières premières et approvisionnement)	-63 761	-52 085	22,4%
Autres achats et charges externes	10 142 220	9 325 352	8,8%
TOTAL charges externes :	12 511 287	11 452 337	9,2%
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	251 102	258 255	-2,8%
CHARGES DE PERSONNEL			
Salaires et traitements	2 414 185	2 123 437	13,7%
Charges sociales	942 616	834 580	12,9%
TOTAL charges de personnel :	3 356 801	2 958 017	13,5%
DOTATIONS D'EXPLOITATION			
Dotations aux amortissements sur immobilisations	568 893	639 574	-11,1%
Dotations aux provisions sur immobilisations			
Dotations aux provisions sur actif circulant	180 196	189 576	-4,9%
Dotations aux provisions pour risques et charges	61 079	14 525	320,5%
TOTAL dotations d'exploitation :	810 168	843 675	-4,0%
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	221 138	167 621	31,8%
CHARGES D'EXPLOITATION	17 150 497	15 680 107	9,4%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	4 152 027	3 938 064	5,4%
PRODUITS FINANCIERS			
Produits financiers de participation	36	25	42,3%
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	17 780	27 235	-34,7%
Autres intérêts et produits assimilés	44 955	52 334	-14,1%
Reprises sur provisions et transferts de charges		880	-100,0%
Différences positives de change	886	2 671	-66,8%
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	5 714	723	
	69 371	83 868	-17,3%
CHARGES FINANCIÈRES			
Dotations financières aux amortissements et provisions	995	886	12,3%
Intérêts et charges assimilées	129 239	146 449	-11,8%
Différences négatives de change	5 703	12 712	-55,1%
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
	135 937	160 047	-15,1%
RÉSULTAT FINANCIER	-66 566	-76 179	-12,6%
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	4 085 462	3 861 885	5,8%
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		1	-100,0%
Produits exceptionnels sur opérations en capital	6 872	31 610	-78,3%
Reprises sur provisions et transferts de charges	11 298	222 678	-94,9%
	18 170	254 289	-92,9%
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		81	-100,0%
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	7 147	95 233	-92,5%
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	158 225	430 765	-63,3%
	165 372	526 079	-68,6%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-147 202	-271 790	-45,8%
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	312 109	240 275	29,9%
Impôts sur les bénéfices net de crédits d'impôts	1 124 897	969 963	16,0%
TOTAL DES PRODUITS	21 390 066	19 956 328	7,2%
TOTAL DES CHARGES	18 888 812	17 576 471	7,5%
BÉNÉFICE OU PERTE	2 501 253	2 379 857	5,1%

ANNEXE AUX COMPTES

SOMMAIRE

1	FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	7
1.1	Faits caractéristiques de la période.....	7
1.2	Evolution des activités.....	7
1.3	Eléments exceptionnels.....	7
1.4	Situation des investissements.....	7
1.5	Nouveaux emprunts.....	8
2	PRINCIPES COMPTABLES, REGLES ET METHODES D'EVALUATION	9
3	NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN	10
3.1	Actif immobilisé.....	10
3.1.1	Immobilisations incorporelles.....	10
3.1.2	Immobilisations corporelles.....	12
3.1.3	Immobilisations financières.....	13
3.2	Créances clients et effets de commerce.....	14
3.3	Stocks.....	14
3.4	Autres créances.....	14
3.5	Créances – échéances.....	15
3.6	Capitaux propres.....	15
3.6.1	Composition du capital social.....	15
3.6.2	Tableau de variation des capitaux propres.....	15
3.7	Etat des provisions.....	16
3.8	Emprunts et dettes – tableau des échéances – état des garanties et sûretés.....	16
3.9	Entreprises liées.....	18
3.9.1	Opérations communes avec les entreprises liées.....	18
3.9.2	Créances et dettes concernant des entreprises liées.....	18
3.9.3	Autres créances concernant des entreprises liées.....	18
3.10	Dettes fournisseurs et autres dettes – échéances.....	18
3.11	Autres informations.....	18
3.11.1	Ecart de conversion.....	18
3.11.2	Charges Constatées d'avance.....	18
3.11.3	Charges à payer.....	19
3.11.4	Produits à recevoir.....	19
4	NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	20
4.1	Résultat d'exploitation.....	20
4.2	Résultat financier.....	20
4.3	Résultat exceptionnel.....	21
4.4	Réserve Spéciale de Participation.....	21
4.5	Résultat fiscal et impôt sur les bénéfices.....	22
4.6	Allègements et accroissements futurs d'impôt.....	23
5	AUTRES INFORMATIONS	24
5.1	Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice.....	24
5.2	Engagements financiers.....	24
5.3	Engagements à l'égard des salariés.....	24
5.4	Exposition aux risques.....	25
5.5	Effectifs, dirigeants.....	25
5.6	Honoraires des commissaires aux comptes.....	26

1 FAITS CARACTERISTIQUES DE LA PERIODE

1.1 Faits caractéristiques de la période

Le Chiffre d'affaires de MILLET INNOVATION atteint 20,2 M€, soit une croissance de plus de 7,5 % résultant de 2 facteurs :

- La croissance des ventes de l'orthèse correctrice de l'Hallux Valgus est continue et concerne tous les marchés européens de l'entreprise ;
- Les bons résultats en France de l'implantation de l'orthèse proprioceptive du pouce ont permis de valider le lancement dans les autres marchés progressivement au cours de l'année.

La croissance de la gamme EPITACT® est partagée par tous les marchés géographiques, à l'exception de l'Allemagne et de l'Autriche, où les efforts sont maintenus pour parvenir à une solution de développement adaptée.

Les investissements de communication réalisés pour accompagner l'effort d'implantation et les ventes de l'ensemble de la gamme ont été intensifiés. Leur effet en terme de développement de l'activité a été immédiat, maintenant la rentabilité commerciale.

Après rémunération de la force commerciale et compte tenu des renforts apportés aux ressources humaines, le résultat d'exploitation s'établit à 4,1 M€, soit une proportion de 20,5% du C.A. stabilisée par rapport à celle de l'exercice 2013 (20,9 % du C.A.).

Le résultat net ressort à 2,5 M€, soit 12,4 % du C.A., et en évolution de 121 K€ par rapport à l'exercice précédent.

L'exercice 2014 est par ailleurs marqué par la préparation d'un changement important dans l'activité de la société : Les investissements en Recherche-développement des dernières années ont permis d'aboutir à la **constitution d'une gamme EPITACT SPORT®**, dont le lancement commercial effectif intervient en 2015, après quelques ventes préliminaires fin 2014.

Afin de préparer ce lancement :

- des stocks significatifs de produits finis et encours ont été constitués à fin d'année 2014,
- des investissements incorporels ont été réalisés d'une part dans la conception d'une nouvelle identité de marque, d'autre part dans un nouveau film publicitaire dédié au produit phare de la gamme, la genouillère de maintien rotulien.

Compte tenu des perspectives de développement de nouveaux produits dans ce domaine du Sport, MILLET Innovation a par ailleurs décidé d'investir dans la maîtrise d'une nouvelle technologie industrielle d'enduction silicone en signant un contrat de transfert de technologie avec une société disposant d'un savoir-faire innovant et différencié.

1.2 Evolution des activités

MILLET INNOVATION s'inscrit désormais comme un acteur de l'orthopédie légère. Après le succès de l'orthèse Correctrice de l'Hallux Valgus, un second produit a été mis sur le marché avec des résultats encourageants : une **orthèse proprioceptive du Pouce**, soulageant les douleurs liées à la rhizarthrose.

Ces deux produits sont brevetés. Le brevet couvrant l'orthèse Correctrice de l'Hallux Valgus est sous contrat de licence exclusif.

1.3 Eléments exceptionnels

Un litige commercial est né au cours de l'exercice 2013, consécutivement à la rupture d'un contrat. Même si MILLET Innovation s'estime dans son droit, le principe de prudence a été appliqué et le risque provisionné en totalité. Le litige étant toujours en cours à la date de clôture de l'exercice 2014, la provision a été maintenue dans son intégralité.

1.4 Situation des investissements

MILLET Innovation maintient sa stratégie d'investissements en Recherche et Développement. Ces investissements ont été concrétisés dans une gamme destinée au maintien et à la protection du sportif, composée de 7 produits, dont l'exploitation commerciale a débuté en septembre 2014.

Les innovations de l'entreprise donnent lieu à dépôt de brevet dans la plupart des cas. Les investissements en protection industrielle restent donc significatifs.

Par ailleurs, MILLET innovation a investi en 2014 pour disposer des outils de communication adaptés à une stratégie commerciale offensive : création de films publicitaires et conception de l'identité visuelle de la marque EPITACT Sport®.

Enfin, un nouveau projet d'investissement industriel a été initialisé, afin de disposer d'une technologie d'enduction silicone complétant les savoir-faire maîtrisés par MILLET innovation à ce jour, et ressortant en cohérence avec les perspectives de développement de nouveaux produits.

1.5 Nouveaux emprunts

De nouveaux engagements financiers ont été pris en 2014 pour assurer le financement des investissements et les évolutions du Besoin en Fonds de roulement induits par le lancement de la gamme SPORT. Ils ont pris la forme de 3 crédits à 5 ans, pour un montant total de 1 500 K€, dont 1086 K€ libérés en juillet 2014, le solde étant libéré en février 2015.

2 PRINCIPES COMPTABLES, REGLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes de la société sont établis conformément aux prescriptions du Plan Comptable Général applicable en droit français, et en vigueur à la date de leur arrêté.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de Commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que des règlements CRC relatifs à la réécriture du PCG 2005 applicables à la clôture de l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont inchangées, les commentaires suivants peuvent être apportés :

- Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achats et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations et hors frais d'emprunts).

La méthode dite "par composants" est appliquée depuis 2005.

Conformément à la méthode préférentielle édictée par le CRC (Comité de Réglementation Comptable) en matière de traitement des frais de développement : la société a opté pour l'activation des investissements consacrés au développement.

En application des prescriptions du Plan Comptable Général, les licences d'exploitation au bénéfice de Millet Innovation sont portées à l'actif à compter de leur mise en exploitation, et sur la base d'une estimation des redevances futures.

En contrepartie, une dette à l'égard des inventeurs, et correspondant aux redevances futures est inscrite au passif, au poste « dettes sur immobilisations ».

Une dépréciation est constatée en cas de décalage entre les flux potentiels futurs et la valeur nette de l'immobilisation telle qu'inscrite à l'actif.

- Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achats et frais accessoires). Les frais d'acquisition sont incorporés au coût d'entrée (hors frais d'emprunts) et sont amortis sur 5 ans sur le plan fiscal.

Une dépréciation est éventuellement constatée en cas de décalage entre les flux potentiels futurs et la valeur nette de l'immobilisation telle qu'inscrite à l'actif.

- Stocks et encours

Les coûts de revient utilisés pour la valorisation des stocks relèvent d'une méthode stable sur la base du coût moyen pondéré.

Le stock de matières premières et fournitures est évalué sur la base des coûts d'achats et frais accessoires sur achats.

Les produits finis et semi-finis sont évalués sur la base de la nomenclature et de la gamme opératoire, le tout révisé et mis à jour semestriellement.

Une dépréciation des stocks est constatée en cas de risque avéré d'obsolescence du produit (retrait du catalogue ou du marché) ; aucun risque lié au coût d'utilité devenu inférieur au coût de revient n'a été identifié.

- Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée en cas de risque de non recouvrement.

Un écart de conversion est constaté, le cas échéant, sur les créances en devise.

3 NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

3.1 Actif immobilisé

Nature	valeur brute				Valeur nette	
	31/12/13	+	-	31/12/14	31/12/13	31/12/14
Immobilisations incorporelles	7 761 412	788 311	989 150	7 560 572	3 375 541	3 590 309
Immobilisations corporelles	2 472 049	50 015	31 364	2 490 700	898 130	802 791
Immobilisations en cours	-	270 000	-	270 000	-	270 000
Immobilisations financières	1 027 246	36 905	773 231	290 920	1 027 246	290 920
TOTAL GENERAL POSTE IMMOBILISATIONS	11 260 707	1 145 231	1 793 746	10 612 192	5 300 918	4 954 019

3.1.1 Immobilisations incorporelles

Nature	valeur brute				Dépréciations 31/12/14	Valeur nette	
	31/12/13	+	-	31/12/14		31/12/13	31/12/14
Films publicitaires brut	924 202	259 491	573 340	610 353			
Amort L. 36m cumul amort.	644 935	70 355	573 340	141 950		279 267	468 403
Frais dévt. et prospection initiale brut	79 941	22 294	74 366	27 869		5 575	26 184
Amort L. 36m cumul amort.	74 366	1 685	74 366	1 685			
Frais dévt. Prescription podologues brut	308 055	-	308 055	-		-	-
Amort L. 36m cumul amort.	308 055	-	308 055	-			
Frais de Rech et Développement brut	3 274 082	322 168	-	3 596 250		1 024 312	1 032 309
Amort L. 36/60m cumul amort.	1 903 309	169 203	-	2 072 512	491 428		
Brevets et marques brut	1 774 884	145 695	33 388	1 887 191		953 070	926 536
Amort L. 60/120m cumul amort.	821 814	167 138	28 297	960 655			
Logiciels - Site internet brut	345 707	38 662	-	384 369		58 776	82 336
Amort L. 60m cumul amort.	286 931	15 102	-	302 033			
Fonds de commerce brut	1 054 540	-	-	1 054 540		1 054 540	1 054 540
Immobilisations en cours brut	-	-	-	-		-	-
TOTAL BRUT	7 761 412	788 311	989 150	7 560 572	491 428	3 375 541	3 590 309
Amort	4 039 410	423 484	984 059	3 478 635			

Les films publicitaires sont portés à l'actif pour leur coût de réalisation (conception, réalisation, droits et mise sur support) et coûts induits par la traduction et l'adaptation en vue de leur utilisation à l'étranger. Les versions antérieures des films, amorties en totalité et obsolètes, ont été sorties de l'actif. Par ailleurs, deux nouveaux films ont été réalisés en 2014, relatifs aux nouveaux produits. Ils ont été mis en exploitation en 2015.

Les frais de Développement sont constitués des investissements initiaux de création d'images de marque et de supports commerciaux destinés à l'ouverture ou au développement de nouveaux marchés. Ces frais de prospection initiale sont immobilisés et amortis sur 3 ans. Les frais antérieurement immobilisés et totalement amortis ont été sortis de l'actif. Les investissements de l'exercice concernent essentiellement les investissements de création de l'identité visuelle de la gamme sport.

Les frais de Recherche et Développement sont composés :

- Des études techniques et tests d'évaluation réalisés par des prestataires externes dans le cadre de nos procédures de qualification des innovations matériaux et produits,
- De la valorisation des coûts des ressources humaines consacrées au développement des propriétés des matériaux et à la conception de produits innovants (donnant lieu le plus souvent au dépôt d'un brevet). Ces travaux ont permis de créer la gamme actuelle, et des nouveaux produits à mettre sur le marché en 2015 et au cours des années à venir ;
- De la valorisation des travaux menés sur des procédés innovants de fabrication, et l'industrialisation de la production.

Ils sont amortis sur 3 à 5 ans en fonction de leur nature, et à compter de la mise en exploitation.

Une analyse des perspectives et chances d'aboutir de ces projets est menée annuellement pour justifier leur valorisation à l'actif.

Les frais de développement inscrits à l'actif en 2014 ont été essentiellement consacrés à la création des innovations constitutives de la gamme SPORT :

- **Une genouillère de maintien rotulien** : destinées à améliorer le maintien rotulien et la stabilité du genou grâce à un tendon rotulien en silicone breveté EPITHELIUMFLEX® associé au tissu de compression ultra performant. Pesant moins de 60g, toute en finesse et en légèreté, elle apporte un confort et un maintien comparables à ceux des produits les plus vendus (pesant plus de 200g). Elle résulte de près de 3 années de travaux de développement, et de la mise en œuvre de 4 briques technologiques majeures de la Société.
- **Une orthèse corrective de l'Hallux Valgus**, issue de l'adaptation de l'orthèse corrective de l'Hallux Valgus lancée en 2012 à la pratique de l'activité physique : révision de la pastille de contre-appui et évolution du patronage pour un produit renforcé aux zones les plus sollicitées. Ce produit est couvert par le brevet déposé antérieurement.
- **Un coussinet de protection plantaire**, l'enjeu du développement a été double : adapter les propriétés mécaniques du coussinet silicone placé sous l'avant pied pour limiter les échauffements et la formation d'un durillon sans créer d'instabilité, et concevoir une bretelle de maintien assurant une parfaite tenue en place du produit, dans tous les mouvements liés à l'activité sportive. Ces innovations ont permis le dépôt d'un nouveau brevet.

Comme dans la plupart des innovations de MILLET Innovation, l'enjeu du développement a été d'aborder sous un angle nouveau et avec des briques technologiques différentes des pathologies très fréquentes, et d'y apporter des solutions pertinentes, efficaces, et novatrices.

Afin de compléter la gamme en adressant les pathologies les plus fréquentes dans la pratique sportive, des déclinaisons de nos protections historiques ont également été développées :

- **Des Protections anti-ampoules,**
- **Des Protections ongles bleus,**
- **Des Protections Tibiales,**
- **Des Protections Malléoles.**

. Les travaux menés pour parvenir au développement de la genouillère ont conduit à identifier d'autres zones du corps où notre approche novatrice de l'orthopédie légère peut apporter une véritable valeur ajoutée. De nouveaux projets de développement à moyen terme ont donc été initialisés afin de compléter la gamme.

. En matière de procédés de production, les travaux ont concerné essentiellement la création des outillages de production industrielle des nouveaux produits, et l'optimisation des conditions de production.

Conformément aux priorités de la société en matière de développement stratégique et d'allocation des ressources financières, l'analyse des perspectives d'exploitation des actifs incorporels est conduite régulièrement de façon à identifier des actifs présentant un écart significatif entre les perspectives de flux futurs et la valorisation bilancielle.

Une dépréciation partielle de développements pour lesquels un risque a été identifié quant aux résultats d'une exploitation commerciale. Une valorisation commerciale directe n'est pas envisagée à moyen terme, et à la date de clôture, la société ne maîtrise pas l'ampleur ni le délai de mise en œuvre d'une exploitation commerciale indirecte. Le caractère innovant de la solution développée, son potentiel et l'intérêt d'acteurs extérieurs ont amené à cette diminution partielle de valeur.

Les dépenses de brevets sont constituées :

- des frais de dépôt de brevet, en France, en Europe ou à l'international,
- des frais d'acquisition de brevet (pas de nouvelle acquisition en 2014),
- de la valorisation des licences exclusives accordées par les inventeurs, sur la base de l'estimation des redevances futures. L'actif est constaté à compter de la mise en exploitation de l'objet de la licence, il est amorti sur la durée de la licence restant à courir.

Les procédures de dépôt et d'extension internationale des brevets déposés antérieurement ont été poursuivies, et une nouvelle demande de brevet a été initialisée.

Les brevets sont mis en œuvre dans un ou plusieurs produits en cours d'exploitation commerciale, ou en phase de test avant mise sur le marché. Les perspectives de chaque actif sont analysées individuellement chaque année. En 2014, suite à cette analyse, un impact net négatif de 5,1 K€ a été constaté, relatif à l'abandon de deux brevets qui ne présentaient pas de perspectives d'exploitation à moyen terme. Les frais de dépôt des brevets et marques sont amortis sur 5 ou 10 ans à compter de leur délivrance, soit dans tous les cas sur une durée inférieure à la durée de protection, mais alignée sur la durée probable d'utilisation.

Pour certains de ces brevets, Millet Innovation est liée aux inventeurs par une convention, prévoyant le versement d'une commission basée sur le Chiffre d'affaires réalisé avec les innovations concernées. Pour 2014, les droits versés s'élèvent à un total de 35.2 K€.

La création d'un nouveau site internet «EPITACT Sport» a été initialisée en 2014 afin d'accompagner le développement commercial de la Gamme Sport en 2015. Ce nouvel outil répond à deux enjeux : une ergonomie adaptée à une animation commerciale selon les standards de la vente en ligne, et une vocation marchande affichée.

Le Fonds de commerce a été apporté lors de la fusion-absorption de Epitact SA par Epitact MD (devenu Millet innovation) en 2000.

EPITACT SA fut au centre du développement de l'EPITHELIUM 26®, matériau à la base d'une partie très importante des ventes de produits biomécaniques de la société parmi lesquels se trouvent ses trois produits leaders. Epitact SA a également apporté les formules (EPITHELIUM 27) qui ont rendu possible l'engagement de la société dans de nouvelles gammes de produits.

Cet actif est donc la contrepartie du savoir-faire apporté par Epitact SA dans le rapprochement des sociétés.

La valeur de cet actif est appréciée annuellement en fonction de la marge brute dégagée sur les produits de la gamme biomécanique de MILLET INNOVATION. Le résultat est toujours très supérieur à la valeur portée au bilan.

Il n'y a naturellement pas de risque que cette valeur ne trouve plus de contrepartie car ces matériaux ou leurs évolutions sont et resteront encore au cœur de l'activité.

3.1.2 Immobilisations corporelles

Nature		valeur brute				Dépréciations 31/12/14	Valeur nette	
		31/12/13	+	-	31/12/14		31/12/13	31/12/14
Construction sur sol autrui	brut	672 102	-	-	672 102	-	616 650	577 422
	cumul amort.	55 452	39 228	-	94 680	-	-	-
Outillage industriel	brut	1 234 952	34 726	865	1 268 813	-	119 099	101 868
	cumul amort.	1 115 853	51 603	510	1 166 946	-	-	-
Matériel et outill. laboratoire	brut	19 959	807	-	20 766	-	3 451	2 837
	Amort L 60 m cumul amort.	16 508	1 422	-	17 929	-	-	-
Installations et agencements	brut	249 331	1 800	-	251 131	-	111 635	89 114
	cumul amort.	137 696	24 321	-	162 017	-	-	-
Matériel de transport	brut	4 700	-	4 700	-	-	2 398	-
	Amort L 60m cumul amort.	2 302	1 175	3 477	-	-	-	-
Mat. bureau et informatique	brut	164 973	12 245	25 800	151 418	-	31 537	22 592
	Amort L 60m cumul amort.	133 436	20 712	25 321	128 826	-	-	-
Mobilier de bureau	brut	126 032	438	-	126 469	-	13 360	8 959
	Amort L 60m cumul amort.	109 933	6 950	-	116 883	627	-	-
TOTAL BRUT		2 472 048,83	50 015,38	31 364,48	2 490 699,73	627	898 130	802 791
Amort		1 571 180,71	145 409,25	29 308,42	1 687 281,54			

L'entrepôt a été construit en 2012 sous couvert d'un bail à construction avec la SCI propriétaire des terrains, pour un investissement total de 672.1K€.

La variation du poste Outillages industriels, pour 34,7 K€, correspond essentiellement aux outillages afférents aux nouveaux produits pour les équipements industriels en exploitation. La société dispose de réserves de capacité de production à parc industriel constant pour absorber la croissance de ses activités. L'acquisition d'une technologie d'enduction silicone a été initialisée en fin d'année 2014, sous couvert d'un contrat de transfert de technologie avec un industriel français disposant d'un savoir-faire original. Ce process industriel, complémentaire de ceux maîtrisés par

MILLET innovation, permet de sécuriser les approvisionnements, d'intégrer un nouveau savoir-faire et l'outil industriel associé, et surtout d'élargir les briques technologiques disponibles pour la conception de nouveaux produits. L'équipement industriel, porté à l'actif pour 270 K€, est imputé en immobilisations en cours au 31/12/2014.

Nature	31/12/13	valeur brute		31/12/14	Valeur nette	
		+	-		31/12/13	31/12/14
Immobilisations en cours	-	270 000	-	270 000	-	270 000

3.1.3 Immobilisations financières

Nature		31/12/13	valeur brute		31/12/14	Valeur nette	
			+	-		31/12/13	31/12/14
Filiale et participations	brut	120 106	-	-	120 106	120 106	120 106
	cumul dép.	-	-	-	-	-	-
Cr. rattachées à des participations	brut	799 447	-4 379	672 000	123 068	799 447	123 068
	cumul dép.	-	-	-	-	-	-
Autres participations	brut	1 030	3	-	1 033	1 030	1 033
	cumul dép.	-	-	-	-	-	-
Cautions et dépôts de garantie	brut	27 393	953	500	27 846	27 393	27 846
	cumul dép.	-	-	-	-	-	-
Actions propres autodétenues	brut	11 629	21 950	14 712	18 867	11 629	18 867
	cumul dép.	-	-	-	-	-	-
Autres créances immobilisées espèces indisponibles	brut	67 642	18 377	86 019	-	67 642	-
	cumul dép.	-	-	-	-	-	-
TOTAL BRUT		1 027 246	36 905	773 231	290 920	1 027 246	290 920
	Dépréciations	-	-	-	-	-	-

La **Filiale** : La société est détenue à 99.99% par MILLET Innovation, en association avec le Holding Managers et Millet. L'apport en capital initial réalisé pour la création de cette société de droit tunisien (100 K€) a été complété par un prêt destiné au financement des investissements initiaux et du besoin en fonds de roulement de la société. Les remboursements ont été conformes à l'échéancier, et le capital restant dû au 31/12/2014 s'établit à 122 K€ (hors intérêts courus).

Montants indiqués en Euros	Capital	Capitaux propres	% capital détenu au début de l'exercice	Valeur comptable des titres		% capital détenu à la fin de l'exercice	Prêt et avances consenties	Cautions et avals
				(4)	(5)			
n° colonne	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(3)	(6)	(7)
Filiale (détenue à plus de 50 %)				brute	nette			
MI Confection Sarl, Tunisie	99 761	1 405 597	99,995%	99 756	99 756	99,995%	123 068	0

Son exploitation étant quasiment exclusivement consacrée à la confection et à l'emballage des produits EPITACT®, elle bénéficie de la progression du niveau d'activité de MILLET Innovation, et réalise en 2014 un chiffre d'affaires de 2.1 M€, en progression de 4.8%. Compte tenu de son activité de travail à façon, les coûts d'exploitation sont essentiellement des frais afférents à l'outil productif et aux charges de personnel. Ce second exercice a permis de valider le schéma économique, et la rentabilité de l'exploitation.

Les perspectives de la filiale sont directement liées à celles de MILLET Innovation.

Il est précisé que MILLET Innovation est exemptée de la production de comptes consolidés au titre de l'exercice 2014 compte tenu des seuils fixés par la réglementation. La société clôture son exercice comptable au 31 décembre de chaque année.

Chiffres clés de l'exercice clos le (en K€)	31/12/2013	31/12/2014	Evolution
Chiffre d'affaires HT	1 974,5	2 069,8	4,8%
Résultat d'exploitation	647,1	721,0	11,4%
Résultat net	610,3	695,5	14,0%
Capitaux propres	710,1	1 405,6	97,9%
Endettement	799,4	123,1	-84,6%
Effectif annuel moyen	164,0	188,0	14,6%
Dividendes encaissés par MILLET INNOVATION	0,0	0,0	ns

Les autres participations concernent des parts sociales des établissements bancaires.

Les dépôts de garantie sont liés aux emprunts contractés auprès de BPI/OSEO-Financement (ex-BDPME) sous forme de contrat de développement et contrat innovation. Les intérêts sont capitalisés.

MILLET Innovation avait adopté un programme de rachat de ses propres titres afin d'assurer la liquidité sur le marché ALTERNEXT, dans le cadre d'un contrat de liquidité géré par ARKEON Finance, un prestataire agréé conformément au règlement AMF. Le titre présentant une cotation régulière par les mouvements naturels du marché, MILLET Innovation a décidé de mettre un terme au programme en cours et procédé aux informations réglementaires associées. Néanmoins, afin de garantir une réactivité de la société en cas de changements significatifs dans la vie du titre, l'assemblée générale des associés, lors de sa réunion du 24 juin 2014, a maintenu une délégation au Directoire pour mettre en œuvre un nouveau programme de rachat si la situation le rend nécessaire.

Les liquidités associées au programme ont donc été rapatriées sur le compte courant de la société. Les titres en auto-détention ont été temporairement maintenus sur le compte titres, afin de disposer d'une période d'observation et de ménager la possibilité de rouvrir un programme de rachat si nécessaire. A la date du 31/12/2014, la situation en titres MILLET Innovation auto-détenus est la suivante :

31/12/2014	Nbre titres	cours	Montant
Valeur comptable	1 411	-	18 866,80
Valeur boursière	1 411	18,71	26 394,17

3.2 Créances clients et effets de commerce

L'encours client est stabilisé proportionnellement au niveau d'activité et ne comporte pas d'évolution majeure des risques de non-recouvrement.

En France, le portefeuille se caractérise par un grand nombre de clients, avec un montant unitaire moyen de créance relativement faible.

La plupart des créances sur les clients à l'exportation sont couvertes par un contrat d'assurance recouvrement souscrit auprès de la COFACE (quotité garantie allant de 60 % à 90 %).

Les créances présentant un risque réel ont fait l'objet d'une dépréciation, sur la base :

- . d'une part de l'analyse individuelle des risques avérés compte tenu des procédures judiciaires en cours, les pertes définitives ont été constatées et les provisions associées reprises ;
- . d'autre part d'une analyse au cas par cas des clients présentant un retard de règlement à la date d'arrêté des comptes.

	31/12/2013	Dotations	Reprise	31/12/2014
Dépréciations sur comptes clients	104 432	31 713	74 989	61 156

Aucun encours d'escompte sur effet n'est à relever au 31/12/2014.

Les créances sont toutes à échéance à moins d'un an.

3.3 Stocks

	Stock au 31/12/13	Stock au 31/12/14	Variation
MAT. PREMIERES ET FOURN.	1 185 519	1 249 280	63 761
PRODUITS SEMI-FINIS	850 973	810 690	-40 283
PRODUITS FINIS	2 348 030	2 965 366	617 336
MARCHANDISES	10 116	124 749	114 633
NEGOCE	16 863	14 587	-2 276
TOTAL	4 411 501	5 164 672	753 171

Les stocks de matières premières et fournitures sont essentiellement composés de tissus et des composants des gels de polymères.

Ces stocks concernent les produits phares, communs à tous les réseaux, sans risque d'obsolescence. Une partie des stocks de sécurité est constituée sous forme de semi-fini. Le stock de produits finis a été adapté au lancement commercial en France de la nouvelle gamme Sport en début d'année 2015.

Au 31/12/2014, MILLET Innovation a également constitué le stock initial d'une pince coupante, sélectionnée par nos services pour sa qualité exceptionnelle, et revendue sous la marque EPITACT® dans l'ensemble des marchés européens en 2015.

Les dépréciations sur stocks et en-cours concernent les éléments soumis à obsolescence : risque de péremption en lien avec la rotation (analyse limitée aux gammes cosmétiques), refonte de packaging, évolution des offres commerciales,...

Les produits dépréciés pour lesquels l'absence de perspective d'utilisation est avérée ont été rebutés, conduisant à la reprise des dépréciations constituées.

	31/12/2013	Dotation	Reprise	31/12/2014
Dépréciations sur stocks et en-cours	203 559	148 683	117 592	234 650

3.4 Autres créances

Le poste "Autres créances" est principalement composé :

- De la TVA à récupérer – 182,3 K€,
- Des avoirs à recevoir des fournisseurs – 26,2 K€ (remises de fin d'année, extourne de commissions sur ventes...)
- Du crédit d'impôt recherche de l'année – 134,0 K€,
- Du Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) -65,2 K€.

3.5 Créances - échéances

	montant brut	à 1 an au plus	à plus d'un an et 5 ans au plus	à plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations	123 068	123 068		
Autres immobilisations financières - Cautions et dépôts de garantie	27 846	229	27 618	
Clients et comptes rattachés	2 508 414	2 508 414		
Autres créances	496 635	496 635		
TOTAL	3 155 963	3 128 346	27 618	0

3.6 Capitaux propres

3.6.1 Composition du Capital Social

CATEGORIE DE TITRES	Nombre	Valeur Nominale
1 – Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	1 905 780	952 890
2 – Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice		
3 – Opération sur le capital : division du nominal		
4 - Prime d'émission incorporée au capital		
5 – Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice		
6 – Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	1 905 780	952 890

La valeur nominale de l'action est fixée à 0.50 euros. Toutes les actions sont de même nature, et donnent chacune droit à une voix.

Au 31 décembre 2014, les titres disponibles à la négociation sur le marché Alternext de NYSE EURONEXT représentent environ 9.47% du capital.

3.6.2 Tableau de variation des capitaux propres

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	Capital	Réserves et report à nouveau	Réserves indisponibles pour actions propres	Résultat	Provisions réglementées	Total capitaux propres
Au 31 décembre 2013	952 890	6 084 382	62 606	2 379 857	36 607	9 516 342
<i>Augmentation du capital</i>						0
<i>Affectation du résultat</i>						0
Imputation sur les réserves		2 379 857		-2 379 857		0
Imputation sur les réserves						0
Distribution de dividende		-1 504 452				-1 504 452
Acompte sur dividende de l'exercice						0
<i>Résultat de l'exercice</i>				2 501 253		2 501 253
<i>Variation réserves régi.</i>					2 029	2 029
Au 31 décembre 2014	952 890	6 959 787	62 606	2 501 253	38 636	10 515 173

La société doit disposer de réserves d'un montant au moins égal au montant des actions propres achetées. Cette condition est respectée au 31/12/2014, la part de réserves indisponibles pour actions propres s'élevant à 62 606.31 euros suite à la délibération de l'assemblée des actionnaires du 9 mai 2011.

3.7 Etat des provisions

	31/12/2013	Dotations	Reprise	31/12/2014
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Amortissements dérogatoires	4 492	4 070		8 562
Total	4 492	4 070	0	8 562
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour litige	400 000			400 000
Provision pour pertes de change	886	995	886	995
Provision pour impôts	0			0
Provision pour risque exceptionnel	0			0
Total	400 886	995	886	400 995
Provision pour engagement de retraite	103 582	61 079		164 661
Total	103 582	61 079	0	164 661
TOTAL DES PROVISIONS INSCRITES	504 468	62 074	886	565 657

Les frais d'acquisition de titres immobilisés font l'objet d'un amortissement fiscal sur 5 ans, constaté en amortissement dérogatoire.

Une provision pour litige a été constituée en 2013 relativement à un litige commercial de l'exercice. La procédure judiciaire étant toujours en cours à la clôture de l'exercice 2014, elle a été maintenue dans son intégralité.

Une provision pour pertes de change a été constituée sur les créances en devises.

La provision pour engagements de retraite a été évaluée sur la base de l'intégralité des droits acquis, et tient compte des évolutions intervenues en 2014 dans les effectifs d'une part, et dans les constantes financières conjoncturelles d'autre part. La méthode d'estimation des droits acquis est conforme aux principes comptables, sur la base d'une actualisation des droits à verser à terme, et d'un turnover faible.

3.8 Emprunts et dettes – garanties et sûretés – tableau des échéances

Les emprunts à moyen terme contractés pour le financement de l'activité sont détaillés ci-après. Ils sont tous établis à taux fixe, justifiant l'absence de risque de taux pour Millet Innovation. Les emprunts peuvent être assortis de garanties, spécifiées au cas par cas dans le tableau joint.

Escompte financier

Aucun escompte financier n'est en cours au 31/12/2014.

Objet	Cautions /garantie	Date emprunt	Durée (mois)	Date Échéance	Capital restant dû au 31/12/2014	Echéances	
						2015	de + d'1 à 5 ans à +5 ans ou plus
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit							
Crédit construction	Hypothèque sur bail à construction	01/06/2012	144	30/03/2024	152 677	13 563	78 199
Crédit construction	Hypothèque sur bail à construction	05/07/2012	144	05/07/2024	153 764	13 077	81 955
Crédit construction	Hypothèque sur bail à construction contre-garantie OSEO 40% - nantissement fonds de commerce pari-passu 3 banques	03/07/2012	144	03/07/2024	153 764	13 077	81 955
Crédit d'investissement	contre-garantie OSEO 40% - nantissement fonds de commerce pari-passu 3 banques	06/12/2012	60	30/04/2017	310 500	116 500	0
Crédit d'investissement	contre-garantie OSEO 40% - nantissement fonds de commerce pari-passu 3 banques	07/12/2012	60	30/04/2017	232 500	77 500	0
Crédit d'investissement	contre-garantie OSEO 40% - nantissement fonds de commerce pari-passu 3 banques	07/12/2012	60	30/04/2017	232 500	77 500	0
contrat de développement international	retenue de garantie (5%)- assurance homme clé - contre-garantie Sofaris 60 %	14/01/2010	72	31/01/2016	50 000	40 000	0
crédit de fonds de roulement	contre-garantie Sofaris sur 60 % de l'encours nantissement du fonds de commerce pari-passu 3 banques	28/11/2011	60	28/11/2016	148 945	76 362	0
crédit de fonds de roulement	contre-garantie Sofaris sur 60 % de l'encours nantissement du fonds de commerce pari-passu 3 banques	18/11/2011	60	18/11/2016	148 945	76 362	0
crédit de fonds de roulement	contre-garantie Sofaris sur 60 % de l'encours nantissement du fonds de commerce pari-passu 3 banques	22/11/2011	60	30/11/2016	148 945	76 362	0
contrat de développement participatif	retenue de garantie (5%)- assurance homme clé	09/12/2011	72	22/11/2017	240 000	60 000	0
crédit de fonds de roulement	nantissement du fonds de commerce pari-passu 3 banques	18/07/2014	60	18/07/2019	363 000	98 489	0
crédit de fonds de roulement	nantissement du fonds de commerce pari-passu 3 banques	17/07/2014	60	17/07/2019	363 000	98 489	0
crédit de fonds de roulement	nantissement du fonds de commerce pari-passu 3 banques	04/07/2014	60	04/07/2019	363 000	98 489	0
TOTAL encours					3 061 540	935 769	242 108
Intérêts courus					19 125	19 125	
Total Emprunts et dettes Moyen terme auprès éts crédit					3 080 665	954 894	242 108
Concours bancaires courants					0	0	
Escomptes financier ou commercial					0	0	
Intérêts bancaires à payer					1 360	1 360	
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES AUPRES ETS CREDIT					3 082 025	956 254	242 108
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS					0	0	0
TOTAL ENDETTEMENT					3 082 025	956 254	242 108

3.9 Entreprises liées

3.9.1 Opérations communes avec les entreprises liées

Hors opérations courantes d'exploitation, notamment avec la filiale M.I Confection, les opérations menées avec les sociétés liées s'élèvent à :

695,7 K€ d'achats de prestations (loyer, prestation d'assistance),

31,6 K€ de ventes de prestations d'assistance.

3.9.2 Créances et dettes concernant des entreprises liées

Aucun élément significatif n'est à relever.

3.9.3 Autres créances et dettes concernant des entreprises liées

Aucun élément significatif n'est à relever.

3.10 Dettes fournisseurs et autres dettes - échéances

	montant brut	à 1 an au plus	à plus d'un an et 5 ans au plus	à plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	1 822 452	1 822 452		
Personnel et comptes rattachés	520 857	520 857		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	455 411	455 411		
Etat	422 096	422 096		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	438 175	41 783	368 819	5 155
Autres dettes	239 240	239 240		
TOTAL	3 898 231	3 501 839	368 819	5 155

3.11 Autres informations

3.11.1 Ecart de conversion

Un écart de conversion a été constaté sur les opérations en devises, constituées de créances, essentiellement en francs suisses.

Les Ecart de conversion constatés au 31/12/14:

Ecart de conversion actif 602.14 €

Ecart de conversion passif 29.20 €

3.11.2 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance, pour 72,4 K€ concernent essentiellement les dépenses afférentes aux opérations commerciales du 1er trimestre 2015.

3.11.3 Charges à payer

MONTANT DES CHARGES A PAYER INCLUS DANS LES POSTES DU BILAN	NATURE	MONTANT
Emprunts et dettes auprès des états de crédits	Int. Courus	19 125
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Fact. Non parvenues	264 883
Dettes fiscales et sociales	Congés à payer	178 059
	Rémunérations à verser	30 688
	Charges sociales et fiscales	
	Charges sociales sur prov. Congés payés et rémunérations	165 353
	Charges fiscales sur prov. Congés payés	4 426
	Participation des salariés	312 110
	Impôts et taxes	106 914
Dettes sur immobilisations et compte rattachés	Dettes aux inventeurs sur royalties futures	415 757
Disponibilités, charges à payer	Int. Courus	1 360
Autres dettes	Clients – avoirs à établir	228 982
TOTAL		1 727 657

Les avoirs à établir concernent essentiellement les remises de fin d'année.

3.11.4 Produits à recevoir

MONTANT DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES DU BILAN	NATURE	MONTANT
Immobilisations financières	Intérêts courus sur créance rattachée	1 068
Créances clients et comptes rattachés	Clients, factures à établir	301 152
Créances sociales	Contributions versées d'avance	2 975
	Indemnités Sécurité sociale à recevoir	1 668
Etat	Etat - Produit à recevoir	0
Autres créances	Fourn. Avoirs à recevoir	26 255
	Indemnité d'assurance à recevoir	0
Valeurs Mobilières de Placement	Intérêts courus à recevoir	32 458
TOTAL		365 577

Le cycle de facturation de nos principaux clients à l'export est assujéti à la réception de leur déclaration des ventes réalisées au cours du mois. Notre facture émise en début de mois suivant est donc constatée en facture à établir.

4 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

4.1 Résultat d'exploitation

La croissance de l'activité (+ 7,5 %) repose sur le succès de l'orthèse correctrice de l'Hallux valgus en pharmacies, en France et en Europe, et les implantations progressive dans ces marchés de la nouvelle orthèse proprioceptive du Pouce. Les autres produits de la gamme EPITACT® se maintiennent globalement aux niveaux antérieurs.

L'activité se répartit comme suit entre les réseaux de distribution :

Part du Chiffre d'affaires par réseau	31/12/2013	31/12/2014
Pharmacie et grossistes en pharmacie	90,7%	91,6%
Vente par correspondance (Vépécistes et vente directe)	9,0%	8,3%
Autres réseaux	0,3%	0,1%

La répartition par zone géographique s'analyse comme suit:

Part du Chiffre d'affaires par zone géographique	31/12/2013	31/12/2014
France	50,6%	49,1%
Exportation	49,4%	50,9%

La production immobilisée correspond à la valorisation des dépenses de recherche et développement de l'exercice.

Les transferts de charges correspondent essentiellement aux indemnités de la Sécurité sociale et de notre organisme de prévoyance.

Les autres produits correspondent essentiellement à des soldes de litiges fournisseurs, par la perception d'une indemnité ou prescription d'une dette.

L'évolution de l'activité est tirée par la vente d'innovations produits accompagnée d'actions de communication en légère progression, dont le poids relatif sur le Chiffre d'affaires est stable. Elle induit une évolution en valeur des rémunérations de nos partenaires commerciaux.

Les dépenses de personnel comportent notamment les charges variables relatives à la force de vente en pharmacie en France. L'augmentation rapide de ce poste est donc pour partie liée au développement du C.A.

La structure d'exploitation étant par ailleurs stable, le résultat d'exploitation se trouve ainsi augmenté à 4 152 K€, 20,5 % du C.A., pour 20,9 % en 2013 (3 938 K€).

4.2 Résultat financier

Le résultat financier (-66,6 K€) provient essentiellement:

- Des produits de placements et escomptes de paiement anticipés + 44,9 K€,
- Des intérêts de prêts + 17,8 K€,
- Des charges sur emprunts moyen terme pour - 99,8 K€,
- Des escomptes de règlement anticipé des clients - 28,3 K€,

Le résultat net des opérations de change (en franc suisse essentiellement) étant neutre.

4.3 Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel	charges exceptionnelles	produits exceptionnels
VNC sur actifs incorporels et corporels cédés		1 167
VNC sur actifs incorporels et corporels sortis	7 147	
Dépréciation d'actifs incorporels (dotation / reprise)	154 155	9 187
Dépréciation d'actifs corporels (dotation / reprise)		2 111
Amortissement d'une Subvention d'équipement		2 041
Amort. dérogatoire - frais acquisition de titres	4 070	
Boni/Mali sur rachats actions propres	0	3 665
Total	165 372	18 170
Résultat exceptionnel		-147 202

4.4 Réserve spéciale de participation

En vertu du calcul effectué conformément à la règle édictée par l'accord de participation en vigueur, identique en tous points aux dispositions minimum légales, la participation des salariés aux résultats de l'exercice 2014 a été arrêtée à la somme de 264 499.20 euros.

Afin de favoriser l'épargne salariale, en concertation avec le Comité d'entreprise, MILLET Innovation a mis en place un SUPPLEMENT DE PARTICIPATION, fixé à 18 % de la participation calculée au titre de l'exercice de référence. Ce supplément est destiné à se substituer à la prime de partage de profit. Compte tenu des performances de la société reposant sur une implication très forte de son personnel, à titre exceptionnel, il a été décidé d'accorder le versement de ce supplément au titre des résultats de l'exercice 2014 sans conditions. Son montant calculé sur les résultats de l'exercice 2014 a donc été provisionné dans les présents comptes, pour un montant de 47 609,86 euros.

4.5 Résultat et Impôt sur les bénéfiques

	Total	Résultat courant	Résultat exceptionnel
Le résultat avant impôt	3 762 845	3 910 047	-147 202
augmenté			
des charges non déductibles (TVTS, loyer véhicule...)	20 901	20 901	
des produits non imposés à réintégrer	11 239	11 239	
De la participation aux résultats n et cotisations sociales	374 531	374 531	
réduit			
Des produits non imposables	0	0	
Des crédits d'impôt	-201 765	-201 765	
De la participation aux résultats n-1	-288 330	-288 330	
De la déduction en base au titre de l'actionariat salarié	0	0	
corrigé des écarts temporaires			
Provision sur engagements de retraite	61 079	61 079	
Provision sur perte de change	109	109	
Provision pour Contribution sociale sur les sociétés	-2 896	-2 896	
Ecart de conversion	221	221	
Provisions sur litiges	0		
Plus value latente SICAV	-943	-943	
RESULTAT FISCAL	3 736 990	3 884 192	-147 202
REPORT DEFICITAIRE N-1			
RESULTAT IMPOSABLE	3 736 990	3 884 192	-147 202
Impôt sur les sociétés au taux normal (33% 1/3)	1 245 663	1 294 731	-49 067
Contribution sociale (3,3 %)	15 928	16 555	-627
TOTAL IMPOT SUR LES SOCIETES	1 261 591	1 311 286	-49 695
Crédit d'impôt recherche	123 167	123 167	
Crédit d'impôt innovation	12 612	12 612	
Crédit d'impôt famille	915	915	
Crédit d'impôt Compétitivité pour l'Emploi *	65 071	65 071	

Les activités de Recherche et Développement sont analysées au regard des dispositifs du Crédit d'impôt Recherche et du Crédit d'impôt Innovation.

Les contributions versées par l'entreprise pour la prise en charge de services à la personne sont éligibles au Crédit d'impôt famille, constaté au titre de l'exercice 2014 pour un montant de 915 €.

* Conformément aux préconisations de l'ANC, le CICE – Crédit d'impôt Compétitivité pour l'Emploi est constaté en diminution des charges de personnel, et non en déduction de l'Impôt sur les Sociétés.

La créance fiscale au titre du CICE a été évaluée à la date du 31 décembre 2014 par application des règles de calcul aux salaires versés et conformément aux éléments déclarés à l'URSSAF.

Quant à l'utilisation du CICE conformément à son objet :

L'entreprise est dans une phase de développement rapide qui la conduit à renforcer ses activités de Recherche-Développement, notamment par des renforts en Ressources humaines cruciales pour mener à bien les projets engagés. Le CICE est un appui financier pour la poursuite de ces investissements, et par conséquence pour la concrétisation d'innovation produits, de nature à alimenter la croissance futures des activités.

4.6 Allègements et accroissements futurs d'impôt

	IS au taux normal	Plus et moins value à LT
Allègements futurs d'impôt		
Ecart de conversion passif	29	
Provision pour engagement de retraite	164 661	
De la participation aux résultats n et cotisations	374 531	
De la moins value de cession de droits incorporels		44 745
Provision sur perte de change	995	
plus value sur VMP	28	
Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés	27 083	
Total	567 328	44 745
Accroissement futurs d'impôt		
Subventions à recevoir		
Ecart de conversion actif	602	
Total	602	0
IMPACT NET	566 726	44 745

Une moins-value sur cession d'actif a été enregistrée en 2010 sous le régime des plus et moins-value à Long terme, elle reste en attente d'imputation à la clôture du présent exercice.

5 AUTRES INFORMATIONS

5.1 Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun évènement significatif de nature à altérer la nature et l'évaluation des actifs de la société n'est intervenu depuis la clôture de son exercice.

5.2 Engagements financiers

	Montants des engagements (en euros)		Commentaires
	donnés	reçus	
Effet escomptés non échus			
Cautions			
Garanties - dont garanties relatives aux Filiales			
Achats et ventes de devises à terme	221 831		Contrats de vente à terme de 120 000 CHF à échéance au 21/3/2015 150 000 CHF à échéance au 23/10/2015
Emprunts à recevoir, crédits confirmés non utilisés		411 000	Emprunt moyen terme signé en juillet 2014, destiné au financement du BFR, débloqué en 2 tranches
Lignes de crédit de trésorerie ouvertes, non utilisées		233 336	
Subventions reçues, à reverser éventuellement			

Aucun escompte n'est en cours au 31/12/2014.

Aucune caution n'a été accordée par la société.

Les sûretés données par Millet Innovation concernent les emprunts, elles sont reprises dans la partie qui leur est consacrée.

Un contrat de transfert de technologie a été signé avec un industriel, par lequel MILLET Innovation s'est engagé à acquérir un équipement industriel, facturé et imputé en immobilisation en cours au 31/12/2014, et le savoir-faire immatériel associé pour maîtriser la technologie, pour un montant non facturé au 31/12/2014 de 200 000 euros.

Certains brevets ont pu être déposés par la société au titre des inventions qui lui ont été présentées par des inventeurs personnes physiques non salariés de Millet Innovation. La société se voit alors proposer la propriété pleine et entière des brevets, en les déposant à son nom, moyennant, selon les caractéristiques de l'innovation proposée :

- un éventuel versement immédiat à titre d'acompte irréductible sur droits d'inventeur,
- une rémunération de l'inventeur sur les produits d'exploitation de ces inventions sous forme de royalties,
- un engagement de rétrocéder le brevet à l'inventeur en cas d'absence de mise en exploitation dans un délai pluriannuel convenu au cas par cas.

Dans ce cadre, Millet Innovation reste liée pour des innovations n'ayant pas donné lieu à une mise en exploitation à la SARL HEPHAISTOS à la date du 31/12/2014.

Les droits attachés constituent en conséquence à la date de clôture un engagement hors bilan.

5.3 Engagements à l'égard des salariés

Les engagements de la société au titre des indemnités du Droit Individuel à la Formation ont été évalués conformément à la réglementation, ils atteignent un total de 3606 heures au 31/12/2014.

Les engagements de la société en matière d'indemnité de fin de carrière sont dûment provisionnés. Aucun engagement complémentaire ou supplémentaire concernant les dirigeants ou les salariés n'a été contracté par la société.

5.4 Exposition aux risques

Risque de change : La société n'est pas exposée de façon significative aux risques de change.

Les créances libellées en devises au 31/12/2014 s'établissent comme suit :

GBP 4 862,75 £ (6 790,48 EUR)

CHF 7 816,42 CHF (6 383,83 EUR)

Les éventuels écarts de change ont été constatés, et les pertes de change probables ont été provisionnées, pour un montant de 995,26 €.

Risque de taux : La société n'est pas exposée aux risques de taux, les emprunts ayant été contractés à taux fixe.

5.5 Effectifs, dirigeants

Catégorie		Ouvriers	Employés	Cadres	Sous total	VRP	Total
Hommes	31/12/2014	7,0	2,0	4,5	13,5	17,1	30,6
	31/12/2013	7,0	2,0	4,3	13,3	15,5	28,8
Femmes	31/12/2014	6,0	11,4	8,9	26,3	13,83	40,1
	31/12/2013	6,0	9,4	9,6	25,0	11,4	36,4
Total	31/12/2014	13,0	13,4	13,4	39,8	30,9	70,7
	31/12/2013	13,0	11,4	13,9	38,3	26,9	65,2

(Effectif de l'exercice 2014 Equivalent Temps plein sur la période du 1/1/14 au 31/12/14, classé par catégories)

La rémunération des dirigeants de la société au cours de la période s'analyse comme suit :

	Salaires bruts	avantage en nature	part variable	Total	Participation	Intéressement	Jetons de présence
Rémunérations versées aux mandataires sociaux de Millet Innovation par la société							
<i>Membres du Directoire</i>	19,3	0,0	0,0	19,3	0,0	0,0	0,0
Rémunérations versées aux mandataires sociaux de Millet Innovation par la holding HMM							
<i>Membres du Directoire</i>	155,2	6,8	57,0	219,0	0,0	0,0	0,0

5.6 Mandats et honoraires du commissaire aux comptes et des membres du réseau

Les mandats des Commissaires aux comptes en vigueur ont été renouvelés par décision de l'assemblée générale annuelle du 9 mai 2011, pour une durée de 6 exercices venant à expiration lors de l'assemblée appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice 2016. Sont titulaires des mandats, suite à la modification réalisée par l'assemblée des actionnaires du 24 juin 2013 : Monsieur Jean-Pierre PEDRENO, Commissaire aux comptes Titulaires et le cabinet MAZARS et SEFCO, Commissaire aux comptes Suppléant.

Etabli en vertu de l'instruction AMF n° 2006-10 du 19/12/06
prise elle-même en application de l'article 2228 du règlement AMF

Exercices couverts (a)

n-1
n

1/1/2013-31/12/2013
1/1/2014-31/12/2014

	Commissaire A				Commissaire B			
	Montant HT		%		Montant HT		%	
	n	n-1	n	n-1	n	n-1	n	n-1
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen de comptes individuels et consolidés (b)								
- émetteur	30 266	29 458	100%	100%	0			
- filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes (c)					0			
- émetteur								
- filiales intégrées globalement								
<i>Sous-total</i>	30 266	29 458	100%	100%	0		100%	
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement (d)								
Juridique, fiscal, social								
Autres (à préciser si > 10% des honoraires d'audit)								
<i>Sous-total</i>	0	0	0%	0%	0		0%	
TOTAL HT	30 266	29 458	100%	100%	0		100%	

(a) Concernant la période à considérer, il s'agit des prestations effectuées au titre d'un exercice comptable prises en charge au compte de résultat

(b) y compris les prestations des experts indépendants ou membres du réseau du commissaire aux comptes, auxquels celui-ci a recours dans le cadre de la certification des comptes

(c) cette rubrique reprend les diligences et prestations directement liées rendues à l'émetteur ou à ses filiales :

- par le commissaire aux comptes dans le respect des dispositions de l'article 10 du code de déontologie

- par un membre du réseau dans le respect des dispositions des articles 23 et 24 du code de déontologie

(d) il s'agit des prestations hors audit rendues, dans le respect des dispositions de l'article 24 du code de déontologie, par un membre du réseau aux filiales de l'émetteur dont les comptes sont certifiés.